

LA VÉRITÉ

AVRIL 1973 N° 560



Bureau du Comité central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4^e Internationale)

France

Chili

U.S.A. - U.R.S.S.

Tchécoslovaquie

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES EN AVRIL
1973 PAR LE BUREAU INTERNATIONAL
DU COMITÉ D'ORGANISATION POUR LA
RECONSTRUCTION DE LA
IV^e INTERNATIONALE**

L'Unité populaire au Chili (2)

par Étienne Laurent

Dans notre premier article (1), nous avons mis en lumière les conditions de l'arrivée d'Allende à la présidence de la République et de la constitution du premier gouvernement de l'Unité populaire. Nous avons analysé les tractations menées dans le dos des masses afin de les subordonner à une coalition de front populaire dont la fonction est de préserver le capitalisme et l'Etat bourgeois. Nous avons montré l'effort fait par les directions ouvrières traîtres pour retarder au maximum le moment, où, en dépit du cadre pourri de ce front populaire, les masses pourraient se mobiliser autour d'une candidature unique de la « gauche ».

Nous avons analysé avec un soin particulier les manœuvres tendant à refouler le prolétariat dès le lendemain du 4 septembre 1970, date de la victoire électorale d'Allende. Allende n'a occupé le fauteuil présidentiel qu'avec l'accord de la démocratie-chrétienne et de l'armée, et après avoir signé un « **statut de garanties constitutionnelles** », en fait de garanties des droits et privilèges de la bourgeoisie.

L'entrée au gouvernement de l'Unité populaire, en novembre 1972, du général Prats, commandant en chef de l'armée, et de trois autres militaires, comme les avances renouvelées d'Allende et du P.C. chilien à la démocratie-chrétienne, en vue de la constitution d'un gouvernement d'« **union**

nationale », n'ont fait qu'éclairer — et maintenir dans la situation de 1972-1973 — les liens établis entre l'Unité populaire et les principales forces politiques bourgeoises **dès 1969-1970**.

En l'absence de toute avant-garde marxiste, c'est pratiquement sans la moindre opposition politique dans les rangs du prolétariat que les directions du P.C. et du P.S. chiliens ont pu à l'époque mener à bien leurs opérations.

Il reste que l'ampleur des moyens politiques mis en œuvre par celles-ci, avec l'aide de larges secteurs de la bourgeoisie (le parti radical, la démocratie-chrétienne et l'armée) pour conte-

(1) *La Vérité*, n° 559, janvier 1973, pp. 61-90.

nir et dévoyer le mouvement des masses, atteste l'ampleur de la mobilisation des exploités. Depuis 1967 jusqu'au lendemain des élections du 4 septembre 1970, la classe ouvrière, la jeunesse, l'ensemble des masses opprimées se sont engagées sur tous les terrains — grèves, manifestations, occupations, premiers combats de rue — dans des heurts frontaux d'ampleur croissante avec la bourgeoisie et l'appareil d'Etat, dont la tête — le gouvernement Frei — multipliait les signes de paralysie et d'affolement.

Cette mobilisation, nous l'avons montré, s'est faite dans le cadre des organisations syndicales et des partis politiques, mais aussi pour une part dans le cadre d'organisation *ad hoc*, les **Comités pour l'Unité populaire**. Ces comités ont été créés dans un cadre défini par les directions contre-révolutionnaires des partis ouvriers et inclus dans le programme de l'Unité populaire (2). L'obligation où celles-ci se sont trouvées de prendre cette mesure, de crainte d'être débordées, montre assez où l'on en était arrivé à la fin de 1969. De fait, l'activité des Comités pour l'Unité populaire a tendu à déborder le cadre fixé par les partis de l'Unité populaire pour la campagne autour de la candidature Allende. Ils ont acquis, au moins en partie, le caractère d'organisations de combat autonome des masses. C'est pourquoi le gouvernement Allende, une fois au pouvoir, n'a eu de cesse qu'il n'ait obtenu leur démantèlement.

L'apparition de formes autonomes d'organisation des masses

A partir du 4 novembre 1970 se dessine en toute clarté un double mouvement. Allende poursuit d'une part deux objectifs complémentaires : canaliser dans les conditions nouvelles où les dirigeants ouvriers siègent au gouvernement le mouvement des masses, le développer et l'épuiser afin de pouvoir,

à une étape ultérieure, le réprimer, donner par là même le temps aux forces politiques de la bourgeoisie de se réorganiser, donc de mettre à profit la situation de chaos économique et de désorganisation politique des masses soigneusement mise en scène par l'Unité populaire.

Les masses font d'autre part des efforts répétés pour pallier sur leur propre plan les conséquences de la politique de leurs dirigeants, sans parvenir néanmoins à en dégager encore clairement les ressorts et les objectifs.

Elles tentent notamment de se doter — en particulier à partir d'octobre 1972 — de formes autonomes d'organisation et de combat susceptibles de leur permettre de faire face à la crise économique et aux menées contre-révolutionnaires de la bourgeoisie.

Vues dans leur développement, ces formes d'organisation autonomes contiennent en elles les germes d'organes de double pouvoir. C'est d'ailleurs un trait de la période historique qui s'est ouverte en 1968 que la résurgence d'organismes à caractère soviétique (3). Aussi bien, leur apparition a littéralement effrayé Allende ; elle l'a amené à tenir un langage dramatique devant les représentants des Comités de ravitaillement (**Juntas de abastecimiento y de precios**), organismes dont nous analyserons plus loin en détail la constitution et l'évolution :

Je connais tous les pays socialistes du monde, tous. Je n'en connais aucun où un organe reconnu et régulier de pouvoir fonctionne autrement qu'en collaboration avec les organes centraux des gouvernements. S'il ne devait pas en être ainsi chez nous, quel type

(2) Programme de l'Unité populaire, dans A. Acquaviva, G. Fournial et autres, **Chili de l'Unité populaire**, Paris, Editions sociales 1971, pp. 152-153.

(3) Pour ne citer qu'un texte, l'O.C.I. définit son appréciation de la période, voir **la Vérité**, n° 57, juillet 1972, p. 62.

d'anarchie n'aurions-nous pas dans ce pays ! Camarades, il faut que les choses soient claires entre nous. Les Comités d'approvisionnement, les Comités de quartier (**Juntas de vecinos**) sont des organes de pouvoir réguliers, en collaboration avec le gouvernement populaire. Que ceci, camarades, encore une fois, soit clairement compris. [Bureau d'information et de radiodiffusion de la présidence. **Bulletin** du 19-2-1973, p. 6]

Pendant de longs mois, les masses ont été entravées par la confiance qu'elles plaçaient dans les directions de leurs organisations. Il leur fallait surmonter des obstacles d'autant plus difficiles à reconnaître et à franchir qu'ils étaient personnalisés par des dirigeants affirmant quotidiennement qu'ils gouvernent en leur nom et dans leurs intérêts. Mais à partir d'octobre dernier, on peut voir bien des signes de ce qu'elles cherchent désormais à « **faire irruption dans les domaines où se règlent leurs propres destinées** » (4), pour parler comme Trotsky.

Ce mouvement s'accompagne, de façon tout à fait caractéristique, d'une amorce de rupture à l'intérieur des organisations ouvrières — notamment du P.S. — entre une partie des militants et les sommets de l'appareil, ou encore de l'apparition de courants centristes évoluant vers la gauche au sein des organisations petites-bourgeoises, en particulier du M.A.P.U. (5). Cette rupture se manifeste en particulier sur le terrain syndical, à l'intérieur de la Centrale unique des travailleurs, et par le rôle actif que les militants de base des organisations politiques de l'Unité populaire jouent dans les organisations autonomes des masses.

C'est en cela que réside le caractère indiscutablement prérévolutionnaire de la situation chilienne. Mais l'apparition de formes autonomes d'organisation et de combat des masses comporte plusieurs traits qui réduisent les chances d'une évolution rapide vers le double pouvoir.

La première tâche de l'avant-garde : définir sans équivoque l'Unité populaire comme un « Front populaire »

Le premier de ces traits est l'absence complète de centralisation de l'activité de ces organisations autonomes, qui ont pourtant surgi dans tout le pays en relation avec l'accomplissement des tâches les plus diverses (répartition des subsistances, contrôle des prix, défense des lieux de travail et des quartiers ouvriers). Il est certain que les dirigeants du P.C. et du P.S., la police et l'armée ont pesé de tout leur poids pour empêcher cette centralisation, parfaitement conscients des possibilités qu'elle ouvrirait.

Cette besogne a été grandement facilitée par le fait indiscutable que les travailleurs, organisés ou inorganisés, qui ont impulsé ces organismes l'ont fait dans l'idée de lutter, de façon certes indépendante du gouvernement de l'Unité populaire, en quelque sorte pour **suppléer à ses carences**, mais encore

(4) Trotsky, préface à l'**Histoire de la révolution russe**.

(5) Le M.A.P.U., Mouvement d'action populaire unitaire, fonde le 17 mai 1969 par Jacques Chonchol, ancien directeur de la réforme agraire de Frei, le député Silva Solar et deux sénateurs, Rafael Gumucio et Alberto Jerez, tous transfuges de la démocratie chrétienne, s'est scindé en août 1971. A cette date, tous les catholiques ont quitté le parti pour fonder l'organisation de la Gauche chrétienne (I.C.). Depuis cette date, le M.A.P.U. est resté aux mains de militants de la petite bourgeoisie qui sont laïques et se réclament du marxisme. La publication du document que nous citons plus loin (voir note 27) a été suivie immédiatement d'une nouvelle crise, près de la moitié des membres de la commission politique étant expulsés de cet organisme, sous la pression d'Allende et du P.C. chilien.

dans l'intention de l'aider, de le **second**, enfin de faire **pression** sur lui.

C'est là un phénomène absolument normal et à peu près inévitable : en l'absence, en particulier, d'une avant-garde révolutionnaire capable — ainsi que le dit fort bien le bulletin d'un groupe de militants (6) qui cherchent à s'orienter sur la base du **Programme de transition** — « de mener à bien la tâche de transformer chaque pas en avant sporadique des masses en un progrès programmatique et organisationnel concret, regroupant autour d'elle, au moyen de ses analyses, les éléments les plus avancés des masses et gagnant la confiance de celles-ci » (7). il était pratiquement impossible jusqu'à ce jour pour les masses d'aller — y compris dans leurs organismes propres — bien loin au-delà de tentatives pour faire **pression** sur l'Unité populaire.

Cela nous conduit au dernier point, qui est aussi le plus important. Il est certain que l'attitude des masses chiliennes annonce les plus grands combats de classe et fait que la perspective d'une guerre civile ne peut plus être jugée

comme irréaliste. Mais il est tout aussi certain qu'à moins que les éléments les plus avancés du prolétariat n'abandonnent ces combats en ayant franchi le pas qualitatif qui sépare une position de **pression** d'une position de **rupture politique** consciente avec l'Unité populaire, ils n'aboutiront pas à la victoire, quelle que soit la détermination avec laquelle ils seront livrés.

Mais l'avant-garde marxiste qui lutte pour regrouper les éléments avancés doit pour cela avoir **elle-même** opéré complètement cette rupture, sur la base d'une compréhension de la situation dont la pierre angulaire est une caractérisation correcte et dénuée de toute ambiguïté du gouvernement de l'Unité populaire. Or ce n'est pas actuellement le cas.

Il faut appliquer au Chili l'analyse de Trotsky

L'éditorial de la **Trinchera**, ce bulletin que nous venons de citer, conclut qu'il « n'y aura aucun pas en avant de fait si l'avant-garde révolutionnaire

ou à sa lente organisation syndicale et politique, ou à sa reconstitution après une catastrophe ou une série de défaites sévères ; nous nous attendons bien au contraire à des escarmouches et des batailles du prolétariat et de ses alliés (dans le sens de la lutte pour le pouvoir et le socialisme). Ils écrivent également que l'apparition d'organismes à caractère autonome « exprime de la part du prolétariat un mouvement où il cherche à élever son action au niveau de la lutte pour le pouvoir ». **Ofensiva** traduit, au contraire, de manière inconsciente les hésitations et le manque de confiance de la petite bourgeoisie, expliquant, par exemple, qu'en octobre le prolétariat a senti « le goût de la défaite ». Du point de vue de l'orientation politique, cependant, la ligne des deux groupes est extrêmement proche, ainsi que nous le démontrons

(7) **La Trinchera**, n° 2, décembre 1972, p. 7.

ne se regroupe pas politiquement derrière le programme révolutionnaire. La construction du parti constitue la tâche stratégique de la révolution chilienne à cette étape ». Cela est absolument exact, mais l'éditorial poursuit : « L'issue de la "crise d'octobre" [issue marquée par la formation du gouvernement Allende-Prats] a provoqué un sentiment général de confusion. Il faut expliquer que c'était là une conséquence inévitable de la stratégie réformiste, stratégie qui nous condamne à la défaite. » (8)

Sur ce point, l'appréciation de la **Trinchera** ne diffère guère de celle du groupe **Ofensiva** qui caractérise lui aussi le gouvernement de l'Unité populaire comme « réformiste ». Les références qu'il fait aux expériences des années 1920 et 1930 (Chine, Espagne, France) s'avèrent parfaitement académiques au regard de l'appréciation qu'il porte sur les relations entre l'Unité populaire et la bourgeoisie. On y lit en effet que les manœuvres entreprises par la bourgeoisie en octobre 1972 (!) avaient pour but « d'imposer au gouvernement un tournant décisif dans ses relations avec le mouvement ouvrier et populaire. C'est-à-dire d'obliger le gouvernement à bloquer le mouvement des masses dans la voie de l'indépendance et de l'offensive où celles-ci s'étaient engagées précédemment, à freiner le développement des occupations d'usines, limiter le cours de la réforme agraire, arrêter les mesures contre l'impérialisme » (9). Comme si le gouvernement de l'Unité populaire n'avait pas depuis sa constitution, en 1969, pour fonction de bloquer le mouvement des masses !

Maintenir une appréciation aussi fautive de l'activité du gouvernement Allende et de la coalition de l'Unité populaire aurait des conséquences tragiques. Le gouvernement Allende n'est pas un gouvernement « réformiste » qui poursuit une stratégie « erronée ». Il doit être caractérisé globalement comme un gouvernement contre-révolutionnaire conscient, formé pour barrer la route

de la destruction de l'Etat bourgeois, sur laquelle les masses s'étaient engagées en 1969-1970. Son but, c'est l'organisation de la défaite, y compris, s'il le faut, de l'écrasement physique du prolétariat. La défaite, si celle-ci intervenait au Chili, ne serait pas le sous-produit d'une politique « erronée », « réformiste » d'Allende, mais la réalisation même de ses objectifs. La social-démocratie est passée du côté de l'ordre bourgeois en 1914, le stalinisme en 1933. Derrière Allende se profile, de façon toujours plus précise d'ailleurs, l'ombre de Noske, tandis que Corvalan et Teitelbom sont des hommes sélectionnés par Staline dans une lutte à mort contre les militants chiliens qui cherchaient à demeurer fidèles à l'orientation de Recabarren.

Autrement dit, le point de départ de toute orientation politique correcte réside dans l'application à l'Unité populaire et à la situation chilienne de l'analyse que Trotsky a faite de la politique des « Fronts populaires » — « politique qui voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme » et qui n'est rien d'autre, aux côtés du fascisme, que « la dernière ressource politique de l'impérialisme dans sa lutte contre la révolution prolétarienne » (10).

En avril 1937, Trotsky caractérisait ainsi la position de Nin et du P.O.U.M. face au Front populaire en Espagne, avec son cortège de conséquences désastreuses :

Andrés Nin reconnaît que, comme résultat de la lutte héroïque du prolétariat espagnol, « la révolution a été rejetée en arrière ». Nin oublie d'ajouter : avec la coopération directe de la direction du P.O.U.M. qui, sous le couvert de la « critique », s'est adaptée aux socialistes et aux staliniens, c'est-à-

(8) *Ibid.*, p. 8.

(9) **Ofensiva**, n° 4-5, septembre 1972-janvier 1973, p. 13.

(10) **Programme de transition**, 2^e section.

dire à la bourgeoisie, au lieu d'opposer à toutes les étapes son parti à tous les autres partis et de préparer ainsi la victoire du prolétariat. Nous avons prédit à Nin, au début même de la révolution espagnole, il y a six ans, les conséquences de cette politique funeste d'hésitation et d'adaptation. [...]

Nin dit : « A partir du moment où on nous a chassés du gouvernement catalan, la réaction s'est renforcée. » En réalité, il faudrait dire : « Notre participation au gouvernement catalan facilita à la bourgeoisie la possibilité de se renforcer, de nous chasser et d'entrer ouvertement dans la voie de la réaction. » Au fond, le P.O.U.M. se trouve encore maintenant à moitié dans le Front populaire. Les chefs du P.O.U.M. exhortent plaintivement le gouvernement à entrer dans la voie de la révolution socialiste. Les chefs du P.O.U.M. engagent respectueusement les chefs de la C.N.T. à comprendre, enfin, l'enseignement marxiste sur l'Etat. Les chefs du P.O.U.M. se considèrent comme des conseillers « révolutionnaires » auprès des chefs du Front populaire. Cette position est stérile et indigne de révolutionnaires. Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison de ces messieurs qui se donnent le nom d'anarchistes, mais s'èverent en réalité de simples libéraux. Il faut fustiger impitoyablement le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie (11).

Telle est la seule méthode de définition d'une politique révolutionnaire correcte au Chili. Tel est le sens de la démonstration qu'il nous faut maintenant poursuivre, sur la base de faits que les camarades chiliens connaissent mais qu'ils ne paraissent pas apprécier encore à leur juste valeur.

Objectifs avérés et objectifs véritables de l'Unité populaire

Pour Allende et les dirigeants de l'Unité populaire, le 4 novembre 1970 ouvrit une nouvelle étape de leur activité pour la sauvegarde de la propriété privée et de l'Etat bourgeois. La formation du gouvernement de Front populaire avait pour conséquence de faire monter directement en première ligne. Certes, l'armée, la police, toute l'armature des institutions étatiques bourgeoises étaient derrière eux, prêts à les épauler ; il reste que c'est aux dirigeants du P.C. et du P.S. qu'incombait désormais le rôle principal dans la tâche de contenir et si possible de refouler le mouvement des masses.

Ils abordaient cette tâche dans des conditions où les masses croyaient que le gouvernement qui se formait (et qui était un gouvernement bourgeois par l'ensemble de ses relations avec la société bourgeoise) était un gouvernement à elles, un gouvernement ouvrier et paysan, dont la tâche serait de donner satisfaction à leurs revendications pressantes, quitte, s'il le fallait — et les masses savaient qu'il le fallait — à porter sérieusement atteinte aux positions de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Cela comportait de sérieux inconvénients pour les dirigeants traîtres. En effet, si les masses étaient ligotées par la confiance qu'elles accordaient à leurs dirigeants, le gouvernement Allende, de son côté, était, lui aussi, sérieusement gêné dans ses mouvements face aux masses, du fait que celles-ci avaient les yeux braqués sur lui et attendaient de lui des mesures de nature à modifier rapidement leur situation. Loin de re-

(11) Trotsky, « Problèmes de la révolution espagnole : la victoire est-elle possible ? », 23 avril 1937, dans « La révolution espagnole » supplément à *Etudes marxistes* n° 7-8, 1969, p. 130.

ter passives, elles manifestèrent leur impatience légitime en prenant une série d'initiatives — saisies de terres par les paysans et, dans un nombre limité de cas, d'entreprises industrielles par les ouvriers. Il serait certes erroné d'exagérer l'ampleur qu'elles revêtirent à cette époque, mais c'était là une claire indication de la direction prise par les masses.

Le premier soin des dirigeants du P.S. et du P.C. sera alors de fixer, moyennant articles, discours et déclarations à la presse, les limites précises au-delà desquelles les revendications des masses ne doivent pas aller. Ce n'est pas seulement dans les actes mais aussi dans les écrits et les discours, c'est-à-dire les idées et la conscience, qu'Allende et consorts entendent barrer la route aux masses.

Chaque fois qu'ils le peuvent, ils réaffirment avec force la théorie de la révolution par étapes. Martner, directeur de l'Office de planification, déclare, par exemple :

Il faut avoir une claire conscience de ce que le programme de l'Unité populaire n'est pas un programme socialiste ; il est seulement destiné à préparer le pays et le peuple — en développant son éducation et sa conscience — à entrer dans l'étape socialiste. Je définirais l'étape actuelle comme présocialiste (12).

C'est là, en vérité, une réalité que le programme de l'Unité populaire, en 1969, avait au contraire pris soin de ne pas énoncer avec une telle clarté. Mais c'est effectivement le fond de la politique de l'Unité populaire, et en particulier de son épine dorsale, le P.C. chilien, défenseur de la prétendue stratégie de la révolution par étapes :

Le pouvoir populaire que nous voulons engendrer et la révolution que nous devons faire sont, par essence et en vertu de leurs objectifs, anti-impérialistes et anti-oligarchiques, avec comme perspec-

tive le socialisme. De là, soit dit en passant, le fait que nous jugeons peu sérieux, et manquant vraiment de rigueur scientifique, les plans élaborés ici et là en vue de donner déjà un caractère socialiste à tout le processus révolutionnaire qu'il nous faut aujourd'hui engendrer. Le chemin vers le socialisme passe par les transformations anti-impérialistes et anti-oligarchiques. Et ce n'est pas contribuer au socialisme, bien au contraire, que de déformer le véritable contenu de la révolution chilienne, bien que ces déformations soient le plus souvent verbales. Le passage de la révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique à la révolution socialiste peut être très rapide et constituer un processus continu, unique, comme ce fut le cas à Cuba par exemple. Pour cette raison même, il faut mettre l'accent sur les tâches concrètes qui correspondent à chaque étape historique (13). [Ce qui est souligné l'est par l'auteur de l'article.]

En d'autres occasions, lorsqu'une clarté pareille à celle de Martner n'est pas de mise, c'est à une casuistique plus subtile qu'ont recours tant Allende que les dirigeants stalinien.

Selon Allende, c'est à un régime « socialiste » qu'on aurait alors affaire, mais un « socialisme » néanmoins bien particulier, bien « chilien ». Il a exposé ce point de vue dans les déclarations typiques des premiers mois de son

(12) Cité par A. Labrousse, *L'Expérience chilienne : réformisme ou révolution*, Paris, Ed. du Seuil, 1972, p. 240. Nous continuons dans cet article, comme dans le précédent, à utiliser au maximum ce livre, qui contient beaucoup d'éléments de fait extrêmement précieux, y compris si Labrousse s'en sert lui-même pour défendre un point de vue gauchiste.

(13) L. Corvalan, rapport au C.C. du P.C. chilien, 13-16 avril 1969, dans *Camino de la victoria*, Santiago, 1971, p. 247.

gouvernement, dans ses ineffables conversations avec R. Debray ou dans de nombreuses interviews accordées aux journalistes chiliens et étrangers :

Il s'agit d'une voie authentiquement chilienne, adaptée à la réalité du Chili, avec des méthodes chiliennes. Il n'y a pas d'expérience analogue dans le monde. Le socialisme ne s'impose ni par décret ni par un coup de baguette magique. Nous savons très bien que jamais les groupes minoritaires qui ont détenu le pouvoir ne l'ont volontairement cédé. Nous devons donc nous défendre. Voyez par exemple la campagne entreprise par nos adversaires pour inciter les possesseurs d'actions bancaires à ne pas nous les vendre, alors que nous les rachetons plus cher que leur valeur réelle au cours du jour. En outre, l'Etat leur remettra des bons à longue échéance et réajustables [...].

Il ne s'agit nullement de socialiser l'économie dans son ensemble. En outre, nous avons ici plusieurs partis. Il y a peu de pays au monde où le socialisme existe, disons, comme expression d'une démocratie organisée en partis, en gouvernement. Ici, vous avez les partis du gouvernement et les partis d'opposition.

Voilà pour la casuistique, mais lorsque le journaliste bourgeois, exigeant plus que de simples sophismes, lui pose brutalement la question :

— Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat ?

la réponse d'Allende ne souffre alors aucune ambiguïté :

— Je crois que oui. C'est pour cela que nous travaillons. L'avenir nous dira si nous avons tort ou raison. Aujourd'hui nous pensons qu'il est possible de le faire, même si ce n'est pas facile.

On ne saurait sous-estimer le rôle de ce déluge de discours, écrits, propagande, déversé quotidiennement par

les appareils ; ce sont là des armes dans la lutte des classes contre la classe ouvrière et les masses, y compris contre leurs quelques éléments d'avant-garde ; leur fonction est d'obscurcir la conscience de ceux-ci, non pas seulement quant aux objectifs que le prolétariat et les masses ont à atteindre, et aux moyens pour les atteindre, mais aussi par rapport aux buts que s'assignent réellement les directions traîtresses.

C'est ainsi que les camarades que nous avons cités paraissent prendre pour argent comptant l'idée que l'Unité populaire cherche à donner d'elle-même. Les camarades de la Trinchera écrivent :

La direction de l'Unité populaire se trouve [en mars 1973] au milieu d'un combat qu'elle n'a pas recherché et auquel elle n'a pas de solution. Elle a accédé au gouvernement comme porte-drapeau de la lutte démocratique et nationale, et avec la promesse de conquérir le pouvoir et de construire le socialisme. Mais son programme est essentiellement électoral. Il a un caractère parlementaire. Il vise à maintenir la lutte des classes dans les limites de la démocratie bourgeoise et de réformes du vieux appareil de production capitaliste sur la base d'une série limitée de nationalisations.

Ceux d'Ofensiva affirment de leur côté de façon à peu près identique que le programme de l'Unité populaire vise à obtenir la transformation du pays dans le cadre d'une modernisation du système capitaliste lui-même (14).

C'est là prendre l'accessoire pour l'essentiel ; c'est ne pas comprendre où se situent les véritables objectifs de l'Unité populaire, à savoir la préparation des conditions de l'écrasement du prolétariat ; c'est s'interdire de mener une lutte conséquente contre l'Unité populaire ; c'est se laisser prendre

(14) La Trinchera, n° 3, février 1972, p. 2 et Ofensiva, op. cit., p. 1.

piège tendu par celle-ci en ne comprenant pas que l'image que l'Unité populaire cherche à répandre d'elle-même, celle d'une coalition « réformiste », fait partie intégrante de la besogne qu'il lui faut accomplir au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme !

La politique économique d'Allende comme arme contre le prolétariat

Il ne suffit cependant pas d'endiguer le mouvement des masses à l'aide de discours. Il faut préparer avec la vitesse voulue les conditions de l'enlèvement de ce mouvement, de la démoralisation et de la désorganisation politiques des masses. C'est de ce point de vue qu'il faut analyser les mesures dites « économiques et sociales » mises au point par le gouvernement de l'Unité populaire.

Il peut paraître paradoxal que ce soit là le premier terrain choisi pour refouler le prolétariat. Il s'agit en fait d'un phénomène classique des expériences de Front populaire. Enliser les masses avant de pouvoir les frapper exige en tout état de cause que l'on fasse mine d'apporter des solutions à leurs problèmes et revendications pressants. Donc que l'on mette en œuvre une série de mesures dans le domaine économique et social. Mais il n'est précisément pas de manière plus sûre de réunir les conditions objectives (ou en tous les cas une partie importante de celles-ci) nécessaires à l'enlèvement, à la démoralisation et la désorganisation du mouvement des masses que d'édicter des mesures qui apportent à très court terme des satisfactions à celles-ci sans néanmoins s'attaquer aux racines mêmes du mal, c'est-à-dire à la propriété privée et aux rapports de production capitalistes.

Pour illustrer ce que nous venons de dire dans le cas présent, il suffit de prendre comme point de départ

de l'analyse les mesures — relevant de l'accomplissement par la classe ouvrière des tâches démocratiques bourgeoises non réalisées au Chili — que nous avons définies à grands traits dans l'article précédent comme étant celles qu'un vrai gouvernement ouvrier et paysan aurait à prendre s'il voulait apporter un début de solution aux problèmes des masses — mesures inséparables « de profondes incursions dans le droit de propriété bourgeois » (15).

N'étant pas un gouvernement ouvrier et paysan, mais un gouvernement bourgeois en quête des moyens de sauvegarder la propriété privée, le gouvernement de l'Unité populaire s'est évidemment refusé avec obstination à prendre de telles mesures. Mais en adoptant cette conduite au moment précis où il lui fallait tout de même mettre en œuvre une politique ayant l'apparence de vouloir répondre aux besoins des masses, le gouvernement Allende ne faisait, en fait, que préparer la suite que nous connaissons : l'inflation, bientôt aussi puis plus rapide que du temps des gouvernements bourgeois ; le rationnement, les queues et le marché noir ; le désinvestissement et la fuite des capitaux ; la multiplication des tensions et des motifs de conflits ; autant d'éléments dont le résultat (et l'objet) n'était autre que de démoraliser les masses, de soustraire à l'influence du prolétariat les couches les plus instables de la petite bourgeoisie, de réunir les conditions de l'« échec » d'une politique pourtant présentée comme conçue et appliquée au nom des masses et dans leur intérêt.

Un procédé classique des Fronts populaires

Il s'agit là, répétons-le, d'un procédé classique des Fronts populaires. Seuls les marxistes peuvent le démasquer, les

(15) La Vérité, n° 550, janvier 1973, p. 68.

centristes s'en tenant, au mieux, à des maximes du genre : « Rien n'est pire qu'une demi-mesure. » Ce n'est qu'en apparence que les mesures économiques et sociales des gouvernements de Front populaire sont des « demi-mesures », dont la cause serait à rechercher dans le caractère « réformiste » de ces gouvernements ou encore dans la « timidité » et la « couardise » des dirigeants des partis ouvriers. Ces « licite-nants ouvriers de la classe bourgeoise » n'ont d'autre fonction que de préserver l'ordre bourgeois, mais les mesures qu'ils prennent n'ont rien de « timide ». Elles sont au contraire soigneusement calculées par rapport au but que se fixe le Front populaire — la défaite des masses. Une seule et même série de mesures sert ainsi à la fois à défendre l'ordre bourgeois et à préparer les conditions de la dislocation politique du mouvement des masses.

C'est ce que nous allons démontrer par l'exemple de la réforme agraire et de la question directement liée du ravitaillement des villes.

La question de la terre est capitale pour la révolution prolétarienne dans les pays arriérés. Il s'agit de la principale des tâches non accomplies de la révolution démocratique bourgeoise, tâches que seul le prolétariat, prenant la tête des masses paysannes, peut et doit réaliser, mais à l'aide de ses méthodes propres, et, au premier chef, de son propre pouvoir. Le caractère vital de la question agraire tient d'abord à ce que c'est seulement en lui apportant une solution que le prolétariat peut s'assurer l'appui de la paysannerie et la mobiliser dans la lutte contre la bourgeoisie indigène et l'impérialisme ; mais aussi à ce que la réforme agraire figure au premier rang des mesures susceptibles de modifier de façon décisive, en faveur du prolétariat, le rapport des forces avec la bourgeoisie, en brisant les reins de la classe des propriétaires fonciers et même de la paysannerie riche.

Or, si la nationalisation du cuivre chilien, au-delà de toutes les palinodies a été acquise moyennant un vote unanime du Congrès chilien, Parti national compris, et se présente comme un acte politique qui a réalisé l'« union nationale » la plus large, la question agraire par contre, a fait dès le départ l'objet d'une lutte de classes violente entre la bourgeoisie et les masses, lutte qui s'est déroulée sur tous les terrains et qui jette une vive lumière sur les véritables objectifs d'Allende.

Ravitaillement urbain et réforme agraire

A partir de la fin de 1970 et dans les premiers mois de 1971, l'Unité populaire a décrété des augmentations spectaculaires de salaires — de l'ordre de 55 % en moyenne en termes nominaux et de 25 à 30 % en moyenne en termes de pouvoir d'achat, l'un et l'autre chiffres étant encore supérieurs pour les catégories les moins favorisées (en termes de pouvoir d'achat, le salaire minimum garanti légal a été relevé de 39 %). L'Unité populaire a également créé quelque 50 000 emplois nouveaux dans l'agriculture, l'industrie et la construction, alors que sous le gouvernement Frei le taux annuel moyen en était de 15 000 environ. Il est indiscutable que, sur le coup, ces mesures ont eu pour effet de modifier la répartition du revenu national en faveur des masses et de soulager leurs besoins les plus pressants.

Mais, pour qu'elles aient un effet positif durable, encore fallait-il qu'elles soient accompagnées des mesures appropriées pour augmenter la production des marchandises de première nécessité, en premier lieu des produits alimentaires. Une réforme agraire rapide, brutale, efficace était indispensable, non seulement pour les raisons générales rappelées ci-dessus, mais aussi pour assurer l'approvisionnement adéquat du

prolétariat et des masses urbaines (16).

Or, loin de mettre en œuvre une telle réforme, Allende et les dirigeants du P.C. et du P.S. ont au contraire donné à l'oligarchie et à la bourgeoisie agraires tout loisir, non seulement de sauvegarder leurs intérêts, mais plus encore de saboter la production agricole et de réduire, au lieu de l'accroître, le ravitaillement des villes. C'est ainsi que l'Unité populaire n'a rien négligé pour s'opposer au mouvement d'occupation des terres qui a suivi l'accession d'Allende à la présidence et pour imposer sans modification le respect de la loi de réforme agraire édictée par le gouvernement démocrate-chrétien, son prédécesseur.

Les traits marquants de cette loi sont les suivants : la réforme comporte donc une indemnisation des propriétaires ; elle ne touche que les terres supérieures à une surface équivalant à 80 hectares de terres irriguées ; elle est d'application « progressive », ce qui permet en fait aux grands propriétaires de prendre à temps leurs dispositions et de prévenir même le rachat obligatoire, en procédant, soit à une division des terres entre différents membres de la famille, soit à des ventes fictives à des prête-noms ; elle autorise le propriétaire exproprié à emporter avec lui tout l'équipement agricole, le bétail, etc., se trouvant sur son domaine ; enfin, elle prévoit des formes de répartition et d'appropriation des terres ayant subi les procédures d'« expropriation » qui aboutissent à de nouvelles différenciations sociales dans les campagnes à côté et en plus des anciennes.

Le sabotage de la production agricole

C'est donc sur la base de cette loi dont Allende impose le respect, et des mesures de sabotage qu'elle « autorise » (comme aussi d'autres sur lesquelles le gouvernement de l'Unité populaire ferme les yeux) que la bour-

geoisie a entrepris de disloquer l'appareil de production agricole. La situation est particulièrement grave dans le domaine du blé, où en trois ans la production a baissé de près de 25 %, et dans celui de l'élevage. C'est ainsi que, par exemple, quelque 200 000 têtes de bétail furent envoyées clandestinement en Argentine dans les premières semaines du gouvernement Allende, alors que celui-ci mettait tout en œuvre pour interdire aux paysans d'intervenir et d'empêcher précisément divers types de sabotage. Dans un livre déjà cité, Labrousse fait état d'une enquête rendue publique en mai 1971 par une équipe de professeurs et d'élèves de l'École vétérinaire de l'Université du Chili, qui ont pu vérifier que, sur 500 vaches contrôlées dans les abattoirs de Santiago, 350, soit 70 %, étaient grosses de trois à sept mois. Cette proportion représentait, pour le seul abattoir municipal de Santiago, le sacrifice de 20 000 femelles qui auraient vélé dans l'année (17). On a calculé également qu'un seul latifundio, la Société d'élevage de la Terre de Feu, avant de remettre ses propriétés de la province de Magellan à la Commission de la réforme agraire, tua 360 000 têtes de bétail femelles. Le journal *El Rebelde* a pu porter de même des accusations précises contre certains propriétaires de la province d'Osorno qui avaient brûlé des greniers entiers de blé. Le 11 août, au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'Agriculture Chonchol a été contraint d'accuser à son tour certains propriétaires qui possédaient des réserves de semences de blé de les avoir vendues ou détruites.

Voilà où il faut chercher, et nulle part ailleurs, les causes de la crise du ravitaillement des villes, de la hausse

(16) Voir la Vérité, op. cit., pp. 65-66, où sont donnés tous les éléments sur la répartition du sol et le poids de la grande propriété foncière.

(17) Labrousse, op. cit., p. 313.

vertigineuse des prix et du marché noir, sur la base desquels l'Unité populaire a entrepris d'atteindre ses objectifs de démocratisation et de désorganisation politique des masses, et la bourgeoisie de son côté, de développer son offensive politique.

Dans cette affaire, Allende et l'Unité populaire ont mis tout leur poids dans la balance. Les éléments rapportés par Labrousse (sur la base de témoignages de militants centristes chiliens) ne laissent aucun doute à cet égard. Voici par exemple comment s'est déroulée une réunion entre Allende et les représentants de cinq fédérations paysannes en juin 1971 :

Anselmo Cancino, représentant élu du conseil paysan de la province, déclare : « Ici, à Linares, se sont constitués des conseils communaux paysans, mais ils n'existent pas, c'est-à-dire qu'ils n'ont aucune fonction, qu'ils n'ont pas de pouvoir réel. Pour nous, l'expérience qui se déroule dans la province de Cautin est intéressante à cet égard : les conseils communaux ont réellement défini la base de la participation paysanne à la Réforme agraire. » Allende explique alors aux paysans « l'urgence d'augmenter la production pour ne pas continuer à importer des quantités toujours plus importantes d'aliments », et en déduit « la nécessité de réaliser une réforme agraire qui soit conforme à la loi ». Cancino répond : « Parfois, nous autres paysans, nous avons l'impression que l'on doute de notre conscience. Dans la mesure où l'on nous fournira les moyens techniques, nous irons de l'avant ; dans la mesure aussi où nous nous organiserons, à la base, dans tout le pays. » Anselmo Cancino se réfère ensuite aux problèmes de la province de Linares, où 65 % de la main-d'œuvre agricole seulement trouvent à s'employer, où les propriétaires terriens boycottent ouvertement la production, ce qui conduit les paysans à s'emparer des terres. Allende répond : « Occuper des terres, c'est violer

un droit. Et les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim. Pensez-y. Si on agissait de la même façon avec les entreprises importantes que nous voulons nationaliser — il y a 35 000 entreprises — qu'est-ce qui se passerait si nous avions l'intention de les contrôler toutes ? »

Cancino. — Le changement, compañero presidente.

Allende. — Non, le chaos. J'ai l'obligation de vous montrer que vous vous trompez. Le problème ne réside pas seulement dans la forme de propriété, mais dans la production. Il y a des pays socialistes comme la Bulgarie dans lesquels un grand pourcentage de la terre appartient au secteur privé (18).

Ce dialogue est saisissant. Allende intervient activement dans la lutte des classes qui se déroule dans les campagnes, mais au compte de la bourgeoisie, au nom de l'« ordre » contre le « changement », lequel n'est en l'occurrence autre que la révolution, et qu'il lui faut baptiser « chaos ». Les travailleurs agricoles et la paysannerie, au même titre que la classe ouvrière, n'attendaient qu'un mot pour intervenir et juguler les menées destructrices des propriétaires fonciers. S'il y a eu sabotage, c'est qu'Allende et le P.C. chilien ont tout fait pour empêcher les masses de bouger.

La défense des rapports de production capitalistes à la campagne

Mais il faut aller plus loin et comprendre, d'une part, que le « respect » par Allende et le P.C. chilien de la réforme agraire de Frei vise un second

(18) Tiré de *Punto Final*, n° 15, 8 juin 1971, p. 8, et cité par Labrousse, op. cit., p. 278.

but tout aussi important que le premier (à savoir, la sauvegarde des rapports de production capitalistes dans les campagnes) ; d'autre part, que, sur le plan de l'étranglement de l'appareil de production, les effets de la politique agraire de l'Unité populaire ne se limitent pas à ceux qui viennent d'être rapportés.

Dans son livre, Labrousse présente le tableau suivant de la répartition des terres cultivées, établi par un ingénieur agronome, responsable provincial de la réforme agraire :

Secteur	Avant 70	70/71
Secteur de réforme agraire	10 %	30 %
Petits agriculteurs	20 %	30 %
Moyens agriculteurs	20 %	30 %
Grands agriculteurs	50 %	10 %
Total	100 %	100 %

Force est de reconnaître (ainsi que Labrousse est contraint, à contre-cœur, de le faire) que ce tableau exprime parfaitement les objectifs du gouvernement de l'Unité populaire en ce qui concerne la structure de classe qu'il entend, au même titre que la démocratie-chrétienne, aider à constituer dans les campagnes : celle d'une agriculture capitaliste, composée d'une part de koulaks, d'autre part d'entreprises capitalistes hautement mécanisées et constituées dans le cadre de ce remembrement de leurs exploitations auquel procèdent les propriétaires en y transférant le matériel d'exploitation enlevé aux terres soumises à la réforme. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la loi, en effet, leur permet de disposer de leurs machines agricoles, du bétail et d'une réserve qui peut représenter dans certains cas plusieurs centaines d'hectares de bonne terre. Rien ne s'oppose donc à ce que l'on s'en serve afin de remplacer l'ancien latifundio improductif qui vient d'être nationalisé par une moyenne propriété sur laquelle on pratique une agriculture mécanisée. Qu'il s'agisse là de l'un des objectifs de

l'Unité populaire, c'est ce que confirment les déclarations de Martner, directeur de la planification, que nous avons déjà citées, selon lesquelles il resterait, au terme de la réforme, « entre 600 et 700 000 propriétaires, dans quelques cas sous forme collective ou coopérative, dans tous les autres sous forme de propriété individuelle » (19).

« Dans quelques cas sous forme collective ou coopérative... » Ces mots indiquent la nature tout à fait transitoire des exploitations appartenant au secteur dit « de réforme agraire ». Selon les termes de la réforme, les terres « expropriées » sont en un premier temps constituées en « asentamientos », c'est-à-dire en unités d'exploitation de type communautaire. Les « asentamientos » sont créés pour une durée de trois ans, susceptible d'être prolongée de deux ans : à la suite de quoi les paysans ont le choix entre différentes formes d'exploitation : ils peuvent cultiver des parcelles sous forme d'exploitation familiale, ou former des exploitations de type communautaire : coopératives, fermes d'Etat ou autres associations dont la loi ne précise pas la forme.

Ce qu'il importe de comprendre, c'est que, sur un domaine donné, ne peuvent entrer dans l'« asentamiento » que les ouvriers agricoles qui possédaient précédemment le statut de travailleurs sédentaires et qui vivaient déjà (comme c'est classique dans le système du latifundio) autour des bâtiments d'exploitation au centre du domaine. Les travailleurs temporaires, qui sont aussi nombreux que les sédentaires, sinon plus, en sont exclus, donc évidemment obligés de vendre leur force de travail aux nouveaux possesseurs du sol. Labrousse note que « les asentados, représentant des îlots réformés au milieu d'une masse paysanne livrée à elle-même, se comportent vite comme une minorité privilégiée : ce développement du sens de

(19) Labrousse, op. cit., p. 289.

la propriété chez certains paysans n'a pas un caractère seulement sentimental » (20). Après trois ans d'application de la réforme de Frei, au moment de la formation du gouvernement de l'Unité populaire, les travailleurs agricoles sans terres représentaient 30 % de la main-d'œuvre du « secteur de la réforme agraire », recevant des salaires très bas, « alors que les *asentados* tendaient à devenir une "nouvelle classe" exploitant à leur tour les secteurs paysans les plus défavorisés et constituant une sorte d'"amortisseur" ["*colchon*": matelas, pour les Chiliens] face à la montée des revendications des paysans sans terres ».

Sous la pression des masses, le gouvernement de l'Unité populaire s'est vu contraint de prévoir une seconde forme d'organisation de la production sur les terres « expropriées ». Elle a pris le nom de « centres de réforme agraire ». Cette mesure comporte le regroupement des terres de plusieurs domaines pour former une unité économique rentable. Y sont admis sans distinction tous les paysans travaillant sur les terres expropriées, qu'ils aient vécu ou non sur le domaine auparavant. Mais Labrousse montre fort bien, d'une part que Chonchol et Allende se sont bien gardés de prendre le moindre engagement définitif en ce qui concerne l'avenir de ces centres, qui n'ont nullement — ont-ils précisé — le caractère de « fermes d'Etat » ; d'autre part, que les centres sont administrés de façon extraordinairement bureaucratique par des ingénieurs agronomes qui se comportent en « *senoritos* » et excluent totalement les paysans du contrôle de leur propre activité.

Pour Allende et Chonchol, le salariat agricole doit être maintenu, de même qu'une paysannerie affamée de terres, car telle est la condition du maintien des rapports de production capitalistes dans les campagnes, et de l'élargissement des couches de la paysannerie intéressées au maintien de

l'Etat bourgeois. C'est là l'un des objectifs avérés de la réforme de 1967 (21), un objectif qu'Allende et l'Unité populaire reprennent entièrement à leur compte. Ils ont très consciemment semé dans les campagnes, à une échelle sensiblement plus large que Frei n'avait eu le temps de le faire, les germes de violents conflits de classe, au moyen desquels ils espèrent affaiblir le potentiel révolutionnaire de la paysannerie, donc l'aide qu'elle sera capable d'apporter au prolétariat des villes.

Si l'on en doutait, il suffirait de lire cet autre dialogue entre Allende et le porte-parole de paysans sans terres que rapporte Labrousse, et qui éclaire une fois encore aussi bien les intentions de l'Unité populaire que l'âpreté de la lutte des classes qui se dessine. C'est, comme toujours, le délégué paysan qui parle en premier :

Nous sommes des milliers et des milliers qui marchons la bêche sur l'épaule à travers le pays, faute de travail et de foyer... Comme nous ne sommes pas syndiqués on nous dit qu'il n'y a pas de place dans les *asentamientos*. Nous n'avons pas droit au médecin, car notre livret n'est pas à jour, et comment le serait-il si nous travaillons de façon irrégulière, en certaines saisons, vingt jours chez un patron, une autre fois dix ou quinze jours ailleurs et ils nous disent que les versements se font à la fin du mois et comme on s'en va, ils se perdent... Quand nous passons par les villes, nous attirons l'attention des carabiniers... ils nous arrêtent et nous gardent le temps qu'ils veulent... Moi, l'autre jour, ils m'ont fait travailler cinq jours et ils ne m'ont

(20) Ibid., p. 109.

(21) Le préambule de la loi de 1967 déclare rechercher « la formation, dans les zones rurales du Chili, de cette classe moyenne vigoureuse qui a été le facteur principal de notre développement économique et social dans la zone urbaine ».

pas donné un peso, mais seulement un peu de nourriture, et après ils m'ont dit que j'étais un fainéant (flojo), voilà tout le salaire qu'ils m'ont donné ; mais c'est tout le contraire : c'est nous qui faisons les travaux les plus pénibles dans la campagne... et c'est pour cela que nous voulons avoir le droit de travailler, comme les autres paysans, dans les **asentamientos**... Nous ne pouvons pas former un foyer, faute de travail, nous n'avons pas la possibilité d'avoir une femme et des enfants, la moitié des **companeros** sont célibataires. Parfois, il faut que nous marchions une semaine ou deux à la recherche de travail ; quand arrive la nuit, il nous faut dormir sur les chemins, sous les ponts. Le peu d'alimentation que nous avons dans nos baluches disparaît, et nous devons demander, et les gens qui sont chez eux sont étonnés et nous regardent comme si nous venions de je ne sais où, et nous avons honte d'avoir à faire ça quand il y a tant de terre à travailler dans notre Chili.

Président Allende. — Merci beaucoup.

J. Zarate. — Nous demandons du travail et non pas des terres.

Président Allende. — Je dois vous dire que le document que vous m'avez remis m'a beaucoup impressionné, parce qu'il y a beaucoup de choses que je ne savais pas, et maintenant je sais que votre vie est plus dure que je ne l'imaginai... Maintenant, votre gouvernement, qui est le gouvernement des travailleurs, a l'obligation de se préoccuper de cela [il présente ses collaborateurs]... Aussi, vous voyez, cela les préoccupe ; mais ce que je veux que vous compreniez, en premier lieu, c'est que cela ne peut pas être résolu du jour au lendemain ; deuxièmement, que c'est un problème qui touche un pourcentage relativement élevé de **companeros** ; et que, troisièmement, c'est un problème humain et social qui nous préoccupe tous, que nous avons

l'obligation humaine et également sociale d'y trouver une solution, que cette solution ne peut pas être pour tous, tout de suite, vous le comprenez ? (**J. Sepulveda.** — Oui, que trop.) Nous allons la chercher, cette solution, nous allons la chercher, et nous allons trouver des solutions à vos problèmes, nous allons les trouver... Je vois que c'est effectif, que c'est sûr que vous comprenez que je suis votre **companero** et que vous avez le droit de venir ici, parce que c'est la maison du peuple... [Suit une série de considérations embarrassées : il faut être patient, les solutions ne sont pas faciles... A la suite de quoi s'engage une conversation avec les techniciens du gouvernement qui demandent des précisions aux **afuerinos**. Voici la fin de l'entretien] :

J. Zarate. — C'est pour ne pas continuer à déambuler, honteux, la bêche sur l'épaule, alors qu'on est des Chiliens, et quand il y a des étrangers qui viennent ici s'enrichir à nos dépens.

Président Allende (qui a déjà fait une fausse sortie). — Bien. Nous allons nous préoccuper de ces problèmes, nous prendrons l'adresse des **companeros** qui vous représentent de façon à les contacter et je crois qu'il est fondamental que vous vous réunissiez, qu'il y ait quelque part une espèce d'assemblée des **afuerinos** et que vous y alliez, mais que vous y alliez avec quelque chose, quelques mesures à proposer. Bien. J'ai été enchanté de vous rencontrer, merci d'être venus.

J. Sepulveda. — Ce que nous allons vous demander, **companero presidente**, c'est que, le temps que ça s'arrange, on donne l'autorisation aux **asentamientos** de nous donner un petit coin où on puisse rester (22).

(22) Labrousse, op. cit., pp. 270-271.

L'étranglement de l'appareil de production

Le sabotage de la production agricole, mené à bien grâce aux efforts conjoints de la bourgeoisie et du gouvernement, a puissamment contribué à l'étranglement de l'appareil productif.

Sur la base d'une baisse de la production de blé de 16 % en 1972 par rapport à 1971 (pour 1973, on prévoit une nouvelle baisse qui pourrait être de 10 %), alors que le Chili importe déjà (pour les raisons analysées dans l'article précédent) un tiers de ses besoins en céréales ; d'une baisse de 10 % pour les légumes, de 4 % pour le vin, d'un taux inconnu mais très élevé pour la viande, on a assisté à une hausse des prix absolument vertigineuse. Les services d'études de *The Economist* estiment qu'en 1972 « le taux d'inflation général a atteint 163 % pour l'année et 240 % en ce qui concerne les produits alimentaires » (23).

Cela n'a pas eu seulement pour effet de laminer le pouvoir d'achat des travailleurs, mais aussi de désorganiser — indépendamment même de menées contre-révolutionnaires du type de celles que nous allons examiner plus loin — le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. En vertu des caractéristiques de la monnaie, un tel rythme d'inflation ne pouvait manquer d'aboutir, même dans une économie planifiée, à disloquer tout le système des échanges. Dans le cas du Chili, où l'expropriation avec indemnisation ne vise, selon les objectifs définis par l'Unité populaire, que 150 entreprises industrielles au grand maximum sur les 35 000 qui existent, et où le gouvernement s'est farouchement refusé à prendre une mesure quelconque de planification impérative ou de contrôle (sans même parler de monopole) du commerce extérieur, une inflation généralisée de 163 % ne pouvait que faire éclater le système productif.

C'est ainsi que la production industrielle a diminué en 1972, à l'instar

de la production agricole, dans des proportions que l'on ne connaît même pas avec précision, faute de pouvoir l'estimer en termes physiques, comme dans le cas des récoltes, ou la chiffrer en termes monétaires certains. Une indication — précisément parce que mesurable en termes physiques — est néanmoins donnée par la construction des logements. Seulement 25 000 logements ont été commencés en 1972 — soit 56 % de moins qu'en 1971 — alors que le déficit global en logements était estimé à plus de 650 000 unités, touchant bien évidemment exclusivement la classe ouvrière et les masses populaires. Un autre indice fiable de la dimension qu'a pu atteindre la chute de la production industrielle — dans ce cas parce que libellé en termes de monnaie étrangère — est donné par l'achat de biens d'investissement à l'étranger, seule source de machines et d'équipements, en l'absence d'une production nationale de biens d'investissement. De 1971 à 1972, ces achats ont diminué de 50 %.

Cette baisse de la production industrielle a évidemment eu des conséquences en chaîne ; elle a notamment eu pour effet d'augmenter de nouveau le chômage, qui n'aura diminué que pendant une seule année, en 1971.

Les conséquences sont particulièrement brutales en ce qui concerne le commerce extérieur. Alors que les exportations agricoles du Chili diminuaient de 31 % et ses exportations industrielles de 25 %, et que ses exportations de cuivre et autres minerais subissaient l'effet de la baisse des cours sur les

(23) *The Economist Intelligence Unit, Quarterly Economic Review, Chili* n° 1, 1973, p. 8. Il s'agit de bulletins semi-confidentiels publiés par l'organe du grand capital britannique à l'intention des banquiers industriels et agents de change de la place de Londres. Ils contiennent, comme il se doit, les vraies données à l'intention de gens qui ne peuvent pas se payer de mots

marchés mondiaux (où la demande est contrôlée par les principales puissances impérialistes), et l'effet de menées spéculatives reconnues, ses importations augmentaient brutalement (+ 20 % pour les neuf premiers mois de 1972) par suite de l'obligation de recourir à des importations agricoles massives (pour 340 millions de dollars, soit 65 % de plus qu'en 1971). A deux reprises successives, en juin 1972 et en janvier 1973, les réserves en devises sont tombées à zéro, obligeant le Chili à recourir à de nouveaux emprunts extérieurs.

Il serait pourtant faux de dire que c'est le déséquilibre catastrophique de la balance des échanges extérieurs du Chili qui a livré le gouvernement Allende sans défense entre les mains de l'impérialisme. D'abord parce que c'est aux côtés de celui-ci qu'en tant que gouvernement bourgeois il s'est placé de lui-même à chaque instant. Ensuite parce que, y compris en tant que gouvernement bourgeois, le gouvernement Allende, dès son accession, s'est placé, non seulement du côté, mais entre les mains de l'impérialisme en acceptant de reconnaître l'énorme dette extérieure du Chili (que les services de *The Economist* estimaient pour leur part à 3,8 milliards de dollars) et en se refusant à décréter un moratoire de cette dette. Il reste que l'aggravation du déficit de la balance commerciale (auquel se sont ajoutés des intérêts élevés à payer aux capitalistes étrangers : 409 millions de dollars en 1972) a privé Allende de toute marge de manœuvre face à ses créanciers du « Club de Paris », ou encore face à la bureaucratie stalinienne à laquelle il a dû emprunter de plus en plus (550 millions de dollars d'emprunts, depuis 1970, contractés auprès de l'U.R.S.S. et de ses satellites).

Allende au secours de la bourgeoisie industrielle

Les actes de sabotage de la production ne se sont pas limités à l'agriculture. Dans l'industrie, on rencontre

également — fût-ce à une échelle moindre en raison de la capacité de contrôle, résistance, vigilance dont la classe ouvrière a rapidement fait preuve, non seulement à l'égard de la bourgeoisie, mais aussi, dans une large mesure, à l'égard de ses directions — les effets du sabotage de la production par la bourgeoisie et des efforts faits par le gouvernement pour aider celle-ci.

Cette aide réside bien entendu au premier chef dans les barrières établies par le gouvernement au développement du secteur nationalisé, les nationalisations ne pouvant être réalisées selon lui, en tout état de cause, que moyennant indemnisation, et dans le corollaire logique, le refus de toute planification impérative (même du type connu en France en 1947-1951), ou de tout contrôle du commerce extérieur.

Mais l'aide apportée à la bourgeoisie réside également dans la manière dont l'Unité populaire, et notamment Allende en personne, s'est rapidement opposée aux revendications des travailleurs et s'est interposée entre ceux-ci et le patronat.

Labrousse en cite un exemple particulièrement parlant, où se dessine en même temps la résistance que les travailleurs, avec les militants des partis ouvriers, opposent à ce qu'ils comprennent parfaitement comme étant une politique de défense des intérêts économiques bourgeois. Il s'agit du cas de l'entreprise textile Yarur, liée à la Chase Manhattan Bank, que les travailleurs ont proposé d'exproprier purement et simplement à la suite de la découverte par eux d'actes de sabotage de la production, ce qui les a conduits à se heurter directement avec le gouvernement de l'Unité populaire :

Lorsque le sous-secrétaire d'Etat à l'Economie, Oscar Garretón, déclara qu'il entretenait des conversations avec le patronat, les ouvriers se réunirent en assemblée plénière et décidèrent que les propriétaires devaient être expulsés

sans indemnisation : il devait être procédé à une confiscation dans la mesure où, durant des années, le trust international avait retiré de l'exploitation de l'usine des sommes fabuleuses, qui compensaient au centuple les investissements effectués et rendaient injuste toute indemnisation. Les ouvriers ajoutaient que, la valeur comptable de l'entreprise étant de deux cent millions d'escudos, l'Etat allait payer aux propriétaires une indemnisation dont le versement serait échelonné sur dix ans : or les vingt millions d'escudos payés chaque année dépassaient largement la somme représentant le total des salaires de l'entreprise. Le technicien socialiste nommé par le gouvernement pour exercer le contrôle de l'usine, Andrés Van Lancker, qui avait lutté aux côtés des ouvriers, en tirait la conclusion suivante : « Dans ce cas, il se trouve que la plus-value, c'est-à-dire l'excédent financier produit par l'entreprise, ne va pas se transformer en écoles, en hôpitaux ni en nouvelles sources d'emplois, mais va servir à augmenter la richesse de la classe dominante qui, très certainement, l'exportera à l'étranger comme elle l'a toujours fait » (24).

Même si des positions aussi nettes n'ont été prises tout d'abord que dans un nombre limité de cas, et ont appelé, de la part de l'Unité populaire, des manœuvres essentiellement dilatoires (elle a laissé la question de la Yarur « en suspens » en attendant que les rapports de force permettent un règlement clair en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme), elles n'en étaient pas moins significatives quant à l'état d'esprit et aux aspirations des masses.

A mesure cependant que la lutte des classes s'est intensifiée, Allende et l'Unité populaire ont eu recours à d'autres méthodes. Aux propos lénifiants des premiers mois ont succédé le mensonge et la calomnie les plus grossiers. C'est ainsi par exemple que, pour caractériser l'action entreprise par les mineurs du cuivre afin de défendre leur niveau

de vie contre l'inflation galopante dont la politique de l'Unité populaire est directement responsable, Allende n'a pas hésité à déclarer en janvier 1973 :

Ceux de Chiquicamata agissent comme de véritables banquiers monopolistes demandant de l'argent pour remplir leurs poches sans se préoccuper en rien de la situation du pays [...]. Je suis le premier président à être allé expliquer aux travailleurs comment il convient de coordonner la production avec les salaires et comment ils doivent agir. Le résultat en a été que, pendant le seul mois de janvier, il y a eu neuf grèves. C'est la morale révolutionnaire qui fait défaut (25).

La « morale révolutionnaire » ! Voilà le grand mot lâché. La préface du **Plan de fonctionnement des entreprises des secteurs mixte et privé** lui consacre plusieurs pages. Selon ce document, cette « morale socialiste » doit inciter à faire des entreprises nationalisées un modèle d'organisation et d'efficacité, afin de démontrer l'inanité des arguments de la droite qui ne voit en elles qu'un refuge obligé de la bureaucratie, du gaspillage et du laisser-aller. Elle doit inciter à la vigilance, non seulement pour éviter de telles erreurs, mais pour empêcher le sabotage des tenants de l'ancien ordre économique. C'est encore cette morale socialiste qui doit permettre de vaincre dans « la bataille de la production », dont Corvalan et Allende sont si friands ; de comprendre que l'amélioration des conditions d'existence « ne passe pas par des augmentations de salaires », mais résulte des investissements de l'Etat dans les domaines du logement, de la santé, des loisirs, etc.

Cette « morale révolutionnaire » est pourtant d'une singulière élasticité chaque fois que les intérêts immédiats d'un

(24) Labrousse, op. cit., pp. 275-276.
(25) Le Monde, 21-22 janvier 1973.

secteur de la bourgeoisie l'exigent. Labrousse rapporte à cet égard un exemple tout à fait illustratif :

Le mardi 14 septembre 1971 [...] il s'est réuni avec le vice-président de la démocratie-chrétienne, Osvaldo Olguin, et les députés démocrates-chrétiens Leighton, Mario Mosquera, Emilio Lorenzini, Blanca Retamal Alberto Zaldivar et trois représentants de trente-huit ouvriers de l'entreprise Sumar qui avaient été renvoyés sur décision d'une assemblée générale des travailleurs : ils étaient accusés d'avoir saboté la production. A l'issue de cette entrevue, le vice-président du parti démocrate-chrétien déclara qu'après avoir écouté les explications des ouvriers renvoyés, le président Allende avait demandé leur immédiate réintégration. D'après Olguin, le président avait affirmé que « son désir était qu'il n'y eût pas de sectarisme et de politisation ». Il avait ajouté qu'il « n'était pas partisan que, sur les lieux de travail, on fit de la politique, mais qu'au contraire, pendant ces heures-là, les ouvriers se consacrent uniquement à leur travail ». Ces déclarations, rapportées par les journaux de droite, ne furent pas démenties ; qui plus est, le président Allende annonça qu'il prononcerait un discours « contre le sectarisme » (26).

Labrousse précise que les travailleurs réunis en assemblée rejetèrent l'injonction présidentielle. Le long processus de mûrissement de la conscience ouvrière va en sens contraire de ce que voudraient les dirigeants ouvriers traîtres à leur classe.

Le développement de la contre-offensive réactionnaire

La bourgeoisie chilienne n'a pas tardé à comprendre quel était le terrain choisi par l'Unité populaire pour préparer les conditions de la défaite du mouvement des masses, et quel était le rôle qui lui revenait.

C'est tout d'abord sur le plan de la politique économique et sociale de l'Unité populaire que la bourgeoisie a entrepris une série de manœuvres politiques dont le but était de fournir à Allende et aux dirigeants staliniens l'occasion de définir en toute clarté « **les limites du processus chilien** » et de les aider à les fixer de façon aussi conservatrice que possible. Ce n'est pas un hasard si Vuskovic, premier titulaire du ministère de l'Economie, a été choisi tout d'abord comme cible par la démocratie-chrétienne et le Parti national ; ils ont ainsi obtenu d'Allende, d'abord une loi fixant les limites des nationalisations, plus tard une série de concessions empêchant tout contrôle effectif de la distribution et des prix, enfin le limogeage du ministre et son remplacement par Millas, membre de la direction du parti stalinien et auteur d'une loi autorisant la **dénationalisation de toute une série d'entreprises**.

Mais c'est surtout l'inflation qui a offert à la bourgeoisie l'occasion de tenter de reprendre, de façon relative bien entendu, l'initiative dans la lutte des classes.

Depuis l'expérience allemande de 1922-1923, on sait qu'une inflation galopante (on dit encore une hyper-inflation) constitue contre les masses une arme redoutable aux mains de la bourgeoisie. Elle frappe les couches de la petite bourgeoisie plus sévèrement encore que la classe ouvrière (ou tout au moins les secteurs les plus organisés de celle-ci, qui sont en mesure de se défendre) et peut donc aboutir à détacher la petite bourgeoisie du prolétariat, à la transformer en masse de manœuvre des partis de droite et, dans des conditions appropriées, du fascisme.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que ce soit autour de la question du ravitaillement, des prix et des timi-

(26) Labrousse, op. cit., p. 279.

des mesures esquissées pour les contrôler, mesures qui visaient les commerçants plutôt que les gros industriels ou intermédiaires pourtant coupables des actes de sabotage les plus caractérisés. que la bourgeoisie chilienne a pu, grâce à l'Unité populaire, se reconstituer une base dans les masses et lancer celles-ci dans la rue.

Le 1^{er} décembre 1971 se déroule la première manifestation organisée sur ce terrain. Elle rassemble cette fois-là — et c'est ce qui a autorisé certains à chercher à en minimiser la portée — surtout les « ménagères des beaux quartiers » et leurs domestiques, réquisitionnés pour l'occasion. Mais la composition sociale des manifestants ne tardera guère à se modifier. Le lendemain, 2 décembre, c'est une multitude de petits commerçants et d'artisans qui se rassemblent au centre de Santiago pour proclamer leur attachement à l'entreprise privée. Cette manifestation témoigne de l'échec de la politique de « collaboration avec les classes moyennes » tant vantée par les stratèges du P.C. chilien, et débouche sur la constitution du F.R.E.N.A.P. (Front national de l'entreprise) qui regroupe, à partir du début de 1972, les agriculteurs aisés, les commerçants, les artisans, les propriétaires d'entreprises de transport, et qui va constituer le fer de lance de l'offensive de la droite.

Les partis de droite vont en effet poursuivre hardiment leur offensive, tandis que le gouvernement fait tout pour démobiliser la classe ouvrière et les masses populaires.

Allende, en effet, remet à l'armée, par le biais de la proclamation de l'état d'urgence, le soin de « rétablir l'ordre », et repousse l'appui que les masses populaires lui offrent au cours d'une gigantesque contre-manifestation. C'est alors que les partis bourgeois mettent en mouvement, dans les formes traditionnelles, le ministre de l'Intérieur Toha et exigent sa démission. Au début de janvier 1972, par deux fois,

Allende repousse l'appui des masses et refuse de les mobiliser. Tout d'abord aux manifestants rassemblés devant le palais de la Moneda, qui réclament le maintien de Toha et qui demandent des armes, il répond : « Ce serait le pire que nous pourrions faire, ce serait une démonstration d'immaturité politique. » Puis, lorsque les travailleurs du secteur public envahissent en masse les jardins et les couloirs du Parlement pour appuyer l'Unité populaire dans le débat sur le budget (que la droite cherche à amputer pour paralyser l'action gouvernementale), il vient en personne refouler les manifestants. Quelques jours plus tard intervient le premier remaniement ministériel important du gouvernement Allende, marqué par une modification de l'équilibre interne du gouvernement au profit de la fraction droitière des radicaux, du P.C. et des chrétiens. Désormais, les partis bourgeois savent que, du côté de l'Unité populaire, la voie est libre, que plus rien ne s'oppose à ce qu'ils développent leurs attaques contre les masses en toute quiétude. La répression organisée à Concepcion par le gouverneur stalinien de la province en mai 1972 leur en apportera d'ailleurs une confirmation sans réserves.

La « crise d'octobre » et l'intervention propre des masses

C'est ainsi qu'on en arrive à la crise d'octobre, où se noue l'ensemble des éléments annonçant des affrontements de classes susceptibles de déboucher ultérieurement sur la guerre civile. En octobre 1972 en effet, à la différence de janvier, les masses agissent, aux côtés, certes, d'Allende, mais indépendamment de lui, sans attendre qu'il les mobilise. Par là même, elles modifient toutes les données des rapports de force entre les classes telles que l'Unité populaire et la bourgeoisie avaient tenté de les établir en faveur de cette dernière.

Les faits sont les suivants. Considérant que l'exaspération des différentes

classes et couches sociales devant la dégradation de la situation économique, a atteint un tel degré que la bourgeoisie peut espérer rallier derrière elle toute la petite bourgeoisie et miser sur une désorganisation et une démoralisation politiques suffisantes de la classe ouvrière, la droite lance une formidable offensive. Formellement, celle-ci est dirigée contre l'Unité populaire ; mais sa pointe vise avant tout la classe ouvrière et ses organisations, ainsi que toutes les positions conquises par les masses. L'axe du dispositif de la réaction est constitué par la corporation des moyens et petits commerçants et celle des transporteurs routiers. Ils engagent une grève qui se donne pour but de parachever la dislocation du système de ravitaillement, provoquant ainsi la chute du gouvernement. Une grève de la fonction publique, de l'enseignement privé, et de nombreuses professions libérales vient rapidement appuyer celle des commerçants et des routiers. Enfin la droite fait mine d'organiser l'émeute et lance manifestations sur manifestations dans un climat de provocations et de violences.

Le gouvernement fait d'abord preuve d'une extrême passivité. Il n'en sortira qu'au moment où la classe ouvrière et les masses se seront engagées dans l'action pour leur propre compte ; il prendra alors sans tarder, en faisant appel à l'armée, des mesures appropriées pour freiner leur progression. L'intervention de la classe ouvrière et des masses a été puissante et extrêmement résolue. Pour le comprendre, il suffit de lire un texte émanant du Comité politique du M.A.P.U. Dans le langage d'une formation politique encore membre de l'Unité populaire (même si elle est en butte à des attaques croissantes d'Allende et du P.C.), le M.A.P.U. dit clairement que c'est la mobilisation des masses sur leur propre terrain qui a eu raison de la grève des commerçants et des entrepreneurs de transport routier, et a contraint Allende à faire entrer d'urgence les militaires dans son gouvernement ;

[Les événements] d'octobre [1972] montrent de façon éclatante, en premier lieu, l'extraordinaire potentiel révolutionnaire, non plus du gouvernement ou de l'Unité populaire mais de la classe ouvrière et des masses populaires directement comme telles. Les masses ont fait preuve d'une capacité d'initiative, de décision, de discipline et d'organisation jamais vue auparavant dans ce pays. Un ~~processus~~ processus de masse organisé, discipliné et conscient a largement commencé à surgir, et c'est lui qui a empêché, a paralysé toute la réaction et les débordements néolibéraux que visait à provoquer le plan sédition de la droite. Cette capacité des masses constitue le facteur décisif qui a fait échec à la grève patronale d'octobre et qui a déterminé les forces armées à apporter leur appui au gouvernement (27)

Les formes d'organisation au moyen desquelles les masses ont pu faire une telle démonstration de leur capacité d'initiative ont été, pour une part, les syndicats. Il faut signaler en particulier à cet égard le rôle joué par la Fédération des cheminots, où la démocratie-chrétienne avait pourtant des positions et qu'elle espérait pouvoir neutraliser. Or les cheminots de tendance démocrate-chrétienne n'ont pas débrayé, et la fédération unie a pu tout mettre en œuvre pour contrecarrer (dans les limites où le réseau du chemin de fer chilien le permettait) les effets de la grève des transporteurs routiers.

Mais c'est essentiellement dans le cadre d'organismes ad hoc, créés dans le feu de la lutte ou adaptés par les masses à cette occasion en relation avec les exigences du combat, que celles-ci se sont mobilisées.

Dans la première catégorie, on trouve les « groupes de protection et défense

(27) Déclaration de la commission politique du M.A.P.U. du 12 février 1973.

des lieux de travail » [Comités de **Proteccion de los Industrials**], embryons d'une milice ouvrière; les « Comandements municipaux », qui ont pris en charge dans de nombreuses parties du pays, pendant toute la durée de la grève, les tâches de production et de distribution comme celles de police et de vigilance à l'égard des factieux et meneurs bourgeois; enfin les « **Cordones industriales** », comités de liaison des comités d'usine.

Dans la seconde catégorie, on rencontre en particulier les Comités du ravitaillement et des prix (**Juntas de abastecimientos y precios**). Ici, il s'agit d'organismes dont la création s'est faite à l'initiative de l'Unité populaire, plus exactement du ministre Vuskovic avant son limogeage, et dont les masses se sont saisies pour faire face aux sabotages de la droite, s'attaquer à la spéculation, tenter de briser le marché noir et soumettre la bourgeoisie à leur contrôle sur ce terrain. Ce faisant, les masses ont modifié le caractère initial d'organes auxiliaires du gouvernement que Vuskovic entendait, bien entendu, donner à ces J.A.P., et leur ont imposé ce caractère d'organismes autonomes, formes embryonnaires du double pouvoir, auxquels les dirigeants issus des entrailles des masses ont tenté de donner le degré maximum de centralisation en leur pouvoir. C'est contre les J.A.P. que la droite, tenue en échec par les masses en octobre, s'est acharnée depuis, accusant celles-ci d'en avoir fait des « **organes sinistres** » où s'organise « **la terreur populaire** ». Entre les J.A.P. et le corps des carabiniers se multiplient, depuis janvier 1973, des incidents de toutes sortes, qu'engendrent les efforts faits par l'armée pour briser leur pouvoir, pour empêcher au moins leur consolidation et leur extension.

L'étape présente

Seule l'existence d'une avant-garde organisée même faiblement à l'échelle du pays eût permis de consolider le pas en avant formidable que représen-

tait cette mobilisation des masses sur leur propre terrain, dans le cadre de formes autonomes d'organisation et de combat, et de leur faire franchir une étape qualitative dans la lutte des classes.

En l'absence d'une telle avant-garde, cette étape n'a pu être franchie. Mais les formes d'organisation autonomes, tout en cédant du terrain au cours du mouvement limité de recul qui a suivi l'entrée des militaires au gouvernement, n'ont pas disparu. Elles se sont maintenues dans une mesure importante et ont motivé de la part d'Allende le type d'attaque que nous avons cité au début de cet article. Dans le cadre de la campagne électorale, elles ont donné une nouvelle preuve de leur vigueur. C'est à leur seule intervention qu'il faut attribuer la défaite que la bourgeoisie a subie sur un terrain où elle escomptait bien pouvoir arracher une victoire fracassante. Les affrontements des 27 et 28 avril enfin ont confirmé la volonté de la classe ouvrière et des masses de faire face aux assauts de la droite sur leur plan, une fois qu'elles eurent été exposées une fois encore aux coups de l'ennemi de classe par leurs dirigeants.

Il ne fait aucun doute que la vigueur de la résistance et de la riposte des masses ainsi que l'apparition de formes autonomes d'organisation ont pris Allende et les dirigeants staliniens et sociaux-démocrates par surprise (28), tout autant que les partis bourgeois qui

(28) Au cours de la réunion où Allende a dénoncé l'embryon de dualité de pouvoir constitué par les J.A.P. dans les termes que nous avons cités, il s'est vu, par exemple, interpellé de la manière suivante par le responsable des J.A.P. de Quilicura : « On nous avait dit que la réunion était au palais de l'U.N.C.T.A.D. et là-bas ils nous ont dit qu'elle se tenait à la Moneda [Palais présidentiel]. On nous promène par en haut et par en bas, et cela ne colle vraiment pas, camarade président. Nous autres, nous nous réunissons tous les mardis et les choses ne nous

avaient cru pouvoir aisément s'ouvrir la voie qui conduisait à une attaque frontale contre les masses à partir de la chute du gouvernement et ne s'attendaient pas à rencontrer une pareille résistance. Le comportement de la démocratie-chrétienne au cours des affrontements des 27 et 28 avril — appui inconditionnel aux dirigeants fascistes de la petite bourgeoisie urbaine et provocation délibérée de la classe ouvrière — peut avoir le sens d'une pression accrue pour arracher la formation d'un gouvernement d'« union nationale ». Mais il peut également signifier de la part du parti clef de la bourgeoisie l'amorce d'un virage vers la guerre civile en tant qu'unique façon d'écraser les masses, du fait de l'échec des politiques fondées sur l'utilisation du cadre « **légal** ».

Quoi qu'il en soit, on ne saurait méconnaître la portée de la nouvelle qu'apportent les services d'études de **The Economist** : sur intervention personnelle d'Allende, les Etats-Unis ont

doublé en 1972 leur aide militaire aux forces armées chiliennes, portant celle-ci à 10 millions de dollars (29). Allende marche sur les traces sinon de Noske, au moins des gouvernements républicains espagnols qui ont armé Franco et la contre-révolution espagnole. Il montre le véritable caractère du prétendu « **anti-impérialisme** » de l'Unité populaire. Cette situation exige de ceux qui entendent lutter sur la base du **Programme de transition**, et qui ont entrepris le regroupement de l'avant-garde que le développement de la crise révolutionnaire a commencé à libérer, qu'ils accomplissent cette tâche sur le seul terrain où un tel regroupement puisse servir les intérêts du prolétariat, un terrain qui ne peut plus être, comme Trotsky le disait de Nin, « **à moitié dans le Front populaire** », mais uniquement celui de la **rupture politique** avec l'Unité populaire, gouvernement de collaboration de classes des dirigeants ouvriers traités avec les plus terribles ennemis du prolétariat.

se permet de parler au chef de l'Etat dans ces termes, il est clair que l'état d'esprit des masses a évolué à un point où une « remise en ordre » à froid devient bien problématique.

(29) **The Economist Intelligence Unit**, op. cit., p. 4. De son côté, l'année antérieure, Labrousse signale (note 36, p. 308) que pour 1972 « le président Allende a demandé aux Etats-Unis une somme de cinq millions de dollars destinés à l'équipement des forces armées ». Les choses sont claires.